

Conseil National du 9 juillet

Point d'étape sur les sénatoriales de 2020 et les départementales et régionales de mars 2021. Pierre Lacaze responsable aux élections au comité exécutif

Chère camarade,

Outre les sénatoriales du 27 septembre prochain, le calendrier électoral a été enfin confirmé : les élections départementales et régionales auront bien lieu le même jour en mars prochain si rien ne vient à nouveau chambouler ce calendrier soit via la pandémie ou la crise politique toujours possible au sommet de l'Etat. Je veux évoquer nos engagements et l'apport original de nos candidatures lors des sénatoriales et des départementales et régionales qui suivront. Il y a bien sur tous les éléments développés ce matin par Fabien Roussel sur les luttes : pour l'emploi, pour les services publics, pour l'égalité des territoires, pour l'industrialisation, pour une autre utilisation de l'argent et du crédit. Ses trois élections vont à la différence des municipales s'inscrire dans la préparation des présidentielles voire être utilisées comme un tremplin. Et certainement qu'après Marine Le Pen d'autres d'ici octobre ou mars vont vite rentrer en campagne pour la présidentielle. Il y a donc au-delà de la question de notre nombre d'élus et du rapport de force au sein de l'assemblée ou dans les collectivités un enjeu politique majeur lors de ces trois élections sur les choix à effectuer par notre pays. Le retour de l'affrontement gauche-droite vécu au second tour des municipales sera certainement aussi un des axes de ces élections. Les sénatoriales et les régionales notamment auront une dimension nationale. Nous devons lors de ces élections faire avancer nos propositions dans un contexte de crise économique et sociale majeure, de fractures territoriales et démocratiques très fortes. Je tiens à excuser Eliane Assassi et les sénateurs et sénatrices retenus par le débat parlementaire. Le groupe vient de sortir un numéro spécial de leur journal Initiatives qui va être mis à votre disposition dans les jours qui viennent. Il reprend trois années de combat de nos sénateurs et donne à voir le travail

effectué et nos apports comme force d'opposition en soulignant les propositions que nous souhaitons porter dans la période. Ces trois élections sont liées de part leur proximité dans le temps et le fait qu'elles sont structurées autour de l'organisation territoriale de notre pays après la modification des cantons et la mise en place des nouvelles régions. Ne nous leurrions pas, les ambitions sont toujours présentes de faire disparaître les départements et d'organiser de manière non assumée notre pays fédéralement avec des régions de plus en plus autonomes voulues comme de possibles Länders. A ce titre il faut mesurer le caractère scandaleux de la tentative ratée du président de la République de repousser les élections territoriales pour des intérêts personnels en faisant un chantage financier aux régions en pleine crise économique. Il n'y plus de vision de l'Etat ou de l'intérêt général chez le Président mais il défend la mondialisation libérale heureuse, il souhaite laisser faire le marché dans tous les domaines y compris celui de la santé, on l'a vu lors de l'affaire des masques. Un président se moquant des réalités vécues par nos concitoyens et organisant sa campagne électorale. Dans ce contexte nous devons poser la question du rapport des collectivités et de l'Etat avec la question de l'argent. Les combats pour le retour de l'ISF, pour une augmentation des dotations avec une taxation des actifs financiers, pour le statut de l'élus et une véritable décentralisation donnant aux communes et aux départements de réels pouvoirs en lien avec les régions et l'Etat sont des questions qui vont marquer les élections au sénat ou dans les territoires. Ne prenons pas les élections comme un simple moment où nous faisons entendre nos propositions et où ensuite nous passons à autre chose. Nous devons avoir l'ambition politique de participer à la gestion de départements ou de régions d'augmenter notre nombre de sénateurs pour peser et agir sur les choix à venir. Il faut comme aux municipales allier plus de visibilité des communistes et plus d'élus communistes dans des majorités ou dans l'opposition pour être utile aux populations. Comme nos élus dans les villes nos sénateurs, conseillers départementaux et régionaux sont des atouts importants.

Nous devons donc réfléchir aux enjeux du moment et à nos propositions politiques mais avoir en tête au bout du bout de permettre au plus grand nombre d'élus communistes de siéger dans les assemblées. C'est à la fois dans un travail de fond de nos organisations sur le rapport aux populations et dans la capacité à organiser l'action avec nos élus que nous pourrions répondre à la crise politique et démocratique. Nous ne voulons pas que témoigner mais nous souhaitons créer les conditions de notre présence forte dans les collectivités car nos élus sont utiles et vont devoir l'être encore plus. Je parlais de la crise inédite que nous vivons je crois que cette crise nous oblige : le monde du travail à besoin des points d'appuis et des forces de propositions que représente les élus communistes. Pour les sénatoriales comme pour les régionales et les départementales ayons un axe politique fort sur l'exigence de moyens massifs pour les collectivités au vu des dépenses engagées face au covid mais aussi des besoins locaux. Il nous faut aussi mettre en place des mécanismes de contrôle des aides économiques, avec les représentants des salariés, les élus locaux et les collectivités décidons du choix des aides économiques via les régions en s'opposant aux milliers de suppressions d'emplois annoncés. Nous voulons contrôler les 500 Milliards d'argent publics mis en jeu pour la relance ou le soutien économique. Nous refusons le dumping organisé par le patronat et le nouveau gouvernement contre les conquies sociaux. Nous voulons donner les moyens aux collectivités notamment aux communes et aux départements de faire face à l'explosion de la crise sociale et du RSA. La question de l'égalité des territoires sur les transports, la santé, l'éducation seront nos marqueurs comme la question de la production en France dans tous les territoires avec comme objectif, une ré-industrialisation. Nous proposons le soutien à notre agriculture ou aux zones semi rurales en s'opposant à la logique des mégapoles de cette France à double visage celui des territoires riches et celui des déserts économiques.

Nous voulons préparer les deux élections de mars en étroite collaboration avec les directions départementales en lien avec les suivis régionaux de l'exécutif et le secteur Elections du CN. Comme nous l'avons fait et comme nous le poursuivrons pour les sénatoriales.

Avec la pandémie nous avons pris du retard sur le calendrier initialement prévu, nous sommes maintenant dans agenda qu'il faudra conclure pour septembre ou octobre avec le choix de nos propositions, la question des alliances et la désignation de nos candidats. Pour les départementales et régionales nous reviendrons au CN de la rentrée sur nos propositions et sur l'Etat des discussions à gauche. A toutes ces élections nous aurons la même démarche que l'on a travaillé lors des municipales. Nous sommes pour le rassemblement face à la droite et à l'extrême droite nous sommes pour des victoires de la gauche mais nous voulons débattre d'un contenu clair pour pouvoir se rassembler et nous souhaitons ne pas nous effacer dans des rassemblements mais au contraire être plus visible. Demain et samedi EELV devrait annoncer son refus de rassemblements possibles aux régionales en prônant leur objectif de listes écologiques couvertes conduite par eux dans les 13 régions a une ou deux exceptions possibles et en renvoyant la question des départementales aux débats dans les régions. La Fi pose la question d'un partenariat privilégié avec nous aux deux élections, départements et régions, avec le même choix dans les départements de chaque région et impliquant le soutien à leur candidat à la présidentielle. Le PS évoque un accord des forces de gauche dans une dimension nationale sur l'ensemble des élections qui semble compromise et loin d'être acquise. Nous aurons donc après les sénatoriales à faire nos choix. Pour fin septembre au plus tard il faut avoir travaillé sur notre projet ce qu'a commencé Evelyne Ternant en lien avec les suivis régionaux et les élus. Je souhaite que nous ayons la même démarche sur les départementales en lien avec plusieurs secrétaires départementaux dont Fabien Guillaud Bataille et en associant le président du conseil département du Val de Marne et la fédération de l'Allier où

la question de la reconquête du département au vu du résultat des municipales est un objectif crédible.

C'est sur le contenu que nous répondrons aux questions de rassemblements et avec dans les régions la possibilité pour le PCF de conduire des listes dans plusieurs des 13 régions et la possibilité de gagner des élus dans toutes les régions. Pour les départementales nous aurons la même logique, quels projets et contenus et la possibilité de gagner des élus nous sommes à ce jour avec zéro élu dans 59 départements et 8 régions, ces déserts politiques dont nous héritons doivent nous interpeller et nous devons y remédier.

Je vous propose que nous puissions travailler durant l'été à la désignation de nos chefs de file aux régionales avec fin septembre la tenue des conférences régionales et que dans le même temps nous puissions avancer sur la désignation de binômes. Nous pourrions faire un point avec les suivis régionaux et donner les éléments au CEN avant le CN spécifique sur ces élections.

Je veux venir à l'appréciation actuelle de nos possibilités pour les sénatoriales

Le dimanche 27 septembre, 59 départements métropolitains éliront leurs sénateurs. 35 au scrutin majoritaire uninominal et les autres au scrutin proportionnel. Il s'agit des départements de 01 à 36 et de 67 à 90 hormis Paris et les Yvelines Trois sénateurs du groupe Communiste du Sénat sont renouvelables dans les Côtes d'Armor, la Seine Maritime avec deux sénatrices communistes et un sénateur du Var passé du PS à la FI et qui a rejoint notre groupe en 2017. Dans le Var nous ne pourrions pas retrouver de sénateur.

Notre premier objectif est de consolider notre groupe soit de permettre la réélection des deux sénatrices communistes et de gagner à minima un nouveau sénateur à partir des départements où nos résultats aux municipales ont permis

une large augmentation des grands électeurs qui seront désignés demain dans les conseils municipaux. Les bons résultats aux municipales nous permettent d'envisager cette consolidation de notre groupe et de stopper la baisse d'élus au Sénat que nous connaissions dans les dernières décennies. Nous avons une dizaine de départements où nous progressons en grands électeurs, l'Aisne, l'Allier, les Bouches du Rhône, la Dordogne, le Finistère, le Gard, l'Hérault, le Bas Rhin et d'autres. Nous aurons bien sur les éléments réels demain soir.

Nous avons rencontré l'ensemble des forces politiques de gauche qui l'on souhaité le PS qui a et de loin le plus grand nombre de sortants et de grands électeurs, EELV qui souhaite constituer un groupe au Sénat et la FI qui a très peu de grands électeurs.

Eelv réunit sa direction nationale demain et samedi devrait proposer un accord avec le PS et nous pour les sénatoriales car ils sont en difficultés après les municipales où ils ont raté une implantation territoriale et ne peuvent seul que gagner deux élus dans le Bas Rhin et le Rhône mais ils excluent tout accord aux régionales en dehors de listes écologiques ouvertes et toutes dirigées par un écologiste à l'exception d'une ou deux régions où les militants pourraient en décider autrement. Le PS ne nous a pas encore donné sa position sur ce type d'accord ils ont regardé avec nous un possible accord à trois avec EELV ou à deux, avec nous qui constituons la deuxième force à gauche sur les sénatoriales. Nous regardons avec les fédérations comment cela pourrait se traduire pour nous avec le gain de positions électorales de notre parti.

Sur les 59 départements métropolitains concernés, nous souhaitons sur le scrutin uninominal travailler à la meilleure candidature en regardant avec les partenaires si on peut éviter les divisions, dans les listes à la proportionnelle nous souhaitons travailler à des places éligibles dans plusieurs départements.

Nous voulons porter un contenu national à partir du travail de notre groupe au Sénat et dans les départements travailler au rassemblement des forces de gauche

si les possibilités d'un accord existent pour permettre l'élection du plus grand nombre de sénateurs à l'échelle nationale. En Seine Maritime les camarades travaillent à l'élection de Céline Brulin sénatrice sortante, dans les cotes d'Armor notre sénatrice ne se représente pas et nous souhaitons retrouver un siège dans le cadre d'un accord avec le PS comme en 2014. Dans les BDR on travaille à gagner un sénateur que nous avons perdu la dernière fois comme dans l'Allier et le Rhône. Nous proposons au vu des difficultés de notre calendrier chamboulé par le COVID d'avoir une réunion en visio d'ici le 24 juillet avec les départements concernés. Nous jouons solidaires et pas chacun dans son coin. Pour la moitié du pays cet été nous serons donc en campagne car de plus en plus, vu le nombre de « sociétés civiles ou des non encartées qui sont élus ou maires de petits villages, les sénatoriales ressemblent à de vrais élections où il faut se donner les moyens avec un matériel adéquat et beaucoup de rencontres. Bon été quand même à tous.

.